

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Trimestriel : France : 10 fr. — Etranger : 15 fr.

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

2^e ANNÉE | N° 18 |

1^{er} FÉVRIER 1925

| PRIX : 2 FR.

NOUVELLES DE LA QUINZAINE

L'HOMMAGE AU ROI D'ESPAGNE. — L'hommage que les autorités espagnoles voulaient rendre, à Barcelone, à Alphonse XIII, le 25 janvier, a été suspendu par les organisateurs eux-mêmes, de crainte qu'il ne résultât un fiasco. Malgré toutes les pressions, la cérémonie projetée allait devenir ridicule, mais ce n'est pas seulement la crainte du ridicule qui a forcé les autorités à suspendre une fête pareille, mais la peur d'une profonde agitation du peuple. Les séparatistes, les catholiques, les ouvriers avaient fait circuler de nombreuses feuilles clandestines rappelant aux Catalans leurs sentiments antimonarchistes. Nul doute que la propagande exercée par ces feuilles n'ait largement contribué à la décision prise par les autorités espagnoles de Barcelone.

ON FAIT FI DE LA LOI. — La nouvelle loi municipale espagnole défend d'être maire ou conseiller municipal à tout individu ayant un procès quelconque avec la commune. Malgré cela, M. Anquix, nommé conseiller municipal par le Directoire, a pris possession de son poste, bien qu'il ait un procès avec la municipalité. On dit même que ce monsieur et le vice-président de la Chambre de la Propriété, M. Prim, se sont appropriés certains terrains appartenant à la commune.

EN ARGENTINE. — Le journaliste catalan, M. Nadal Mallol avait été poursuivi, à la demande des agents diplomatiques espagnols, pour un article inséré dans le journal catalan de Buenos-Aires, *Ressorgiment*, que les agents de référence estimaient blessant pour la monarchie espagnole. Les tribunaux argentins ont acquitté le jeune patriote catalan.

LA GERMANOPHILIE DES ÉLÉMENTS DU DIRECTOIRE. — La nouvelle Mancomunauté vient d'organiser, d'accord avec l'Association des éditeurs allemands, une exposition du livre allemand. Cette exposition est installée dans les mêmes salons où jadis la Mancomunauté catalane organisait avec grand succès l'Exposition du livre français. C'est l'éditeur Raeder, le consul allemand et le président de la Mancomunauté imposée par le Directoire, M. Sala, qui ont inauguré l'exposition allemande. Ils ont rappelé à tour de rôle les sympathies hispano-germaniques au cours des années difficiles, et ils ont d'un commun accord fait des vœux pour resserrer plus encore les liens entre les deux pays. On a remarqué l'absence totale, à la cérémonie, du monde des professeurs, hommes de lettres, éditeurs de Barcelone, et en fin de compte, de tout représentant du groupe catalan.

UN NOUVEAU FILM FRANÇAIS INTERDIT. — D'après ce que nous apprend *Comœdia*, on projetait récemment, à Barcelone, au Pathé Palace, le film *Scaramouche*, tiré de l'histoire française et au moment où la musique jouait des fragments de la Marseillaise, le public catalan, si enthousiaste pour tout ce qui touche la France, se mit à applaudir. C'est à cause de ces applaudissements à l'hymne national français que le général Milans del Bosch, gouverneur de Barcelone, a interdit le film *Scaramouche* dans tous les cinémas de la province.

CONTRE LA PRESSE. — En Galice comme en Catalogne, le Directoire poursuit la presse de toute sa fureur. La *Ultima Hora*, de Vigo et El Pueblo Gallego, de la Corogne, ont été punis d'amende pour la publication de certains commentaires faisant la critique de la politique fasciste.

LE MILITARISME DANS L'ENSEIGNEMENT. — La *Gaceta* et le *Diario* officiel de Guerra du 8 janvier publient une intéressante ordonnance. Elle montre les efforts que fait le Directoire pour répandre l'esprit militariste dans le peuple espagnol. Cette disposition officielle modifie la onzième base du décret-loi du 30 mars 1924, dans le sens que les sous-officiers de l'armée qui, n'ayant pas encore atteint la vingtième année, ont obtenu le titre de moniteur de gymnastique à l'École officielle, pourront aspirer aux titres et aux places d'instituteurs d'enseignement primaire, avec les mêmes appointements que ces derniers; ils devront faire un stage pratique dans les Ecoles Normales, pendant lequel ils jouiront de leurs appointements comme militaires.

Le projet de substituer aux instituteurs des sous-officiers est une des expériences nouvelles que le Directoire tente en Espagne. Il sera intéressant de constater si, par ce moyen, les illettrés espagnols, qui dans certaines régions atteignent le 80 % de la population et qui n'ont pas pu être supprimés par les instituteurs ayant une préparation technique, le seront-ils par les sous-officiers n'ayant que le titre de « moniteur » de gymnastique.

« ... DE LA TYRANNIE L'ÉTENDARD SANGLANT EST LEVÉ »

Donc, M. Malvy nous demande, avec l'autorité d'un député français dont le rôle fut méjugé pendant les guerres et qui a connu en Espagne les détresses de l'exil, de garder notre sympathie à la « nation espagnole » dont le cœur « a battu à l'unisson du nôtre aux heures les plus tragiques de notre histoire ». Intervenant à la Chambre à la suite de la déclaration par laquelle M. Herriot annonçait que la République française et le Roi d'Espagne ensemble renonçaient à poursuivre pour crime de lèse-majesté M. Blasco Ibanez, l'ancien ministre de l'Intérieur disait en outre :

« Parmi ceux qui ont donné des témoignages de sympathie à la France, il y avait des libéraux, des républicains, des socialistes, le chef actuel du parti conservateur et le général Primo de Rivera lui-même. »

Ce témoignage est formel. M. Malvy ne saurait être accusé de parler à la légère. Aussi ne trouvera-t-il pas extraordinaire que, l'ignorant, nous lui demandions en quelles circonstances, à quel moment, dans quels termes, le général Primo de Rivera a donné des gages de son dévouement sympathique à la France éprouvée. Nous savons très bien que des Républicains, dont M. Blasco Ibanez, ont fait de dignes efforts pour que la cause de la France ne fût pas méconnue en Espagne, durant les guerres. Mais précisément, M. Blasco Ibanez a dénoncé l'attitude anti-française de certains hauts personnages espagnols; et si le roi a eu peur d'un procès au cours duquel un certain nombre de vérités désagréables pour lui auraient pu être divulguées, ce n'est peut-être pas une raison suffisante pour engager la France à passer l'éponge sur tous les torts que lui firent consciencieusement les notables Espagnols qui ne lui voulaient jamais aucun bien. M. Malvy s'expliquera s'il le juge bon. Mais, s'il est bien informé, il devra reconnaître que ces libéraux, ces républicains, ces socialistes qui nous donnèrent des témoignages appréciables de sympathie de 1914 à 1919, ils furent moins nombreux dans toute l'Espagne qu'en Catalogne. Lorsqu'au sein du Parlement français une voix s'éleva pour rendre hommage aux francophiles de la péninsule ibérique, pourquoi ne dit-elle pas, cette voix, que la plupart des ces francophiles n'étaient point espagnols, mais catalans ?

En ce qui concerne M. Blasco Ibanez, je n'ai que quelques mots à ajouter. Les poursuites engagées contre lui en vertu d'une loi désuète par le Gouvernement français, à la demande de l'ambassade de S. M. Alphonse XIII, sont suspen-

dues à la requête de la même Majesté. Nous aurions mauvaise grâce à rechercher les raisons connues de nous d'un si prompt revirement. Mais nous ne pouvons pas négliger de faire remarquer que la suspension des poursuites et l'apparente éclipse de la colère royale n'effacent point les accusations portées par le courageux écrivain, dont l'amitié fut d'autant plus précieuse à la France qu'elle fut, au temps de sa manifestation, la plus rare aussi.

Quant au général Primo de Rivera, nous lui devons une surprise nouvelle. D'un mot, à son retour à Madrid, si nous en croyons *le Temps*, il nous a fait part de la résurrection de cette fameuse *Union Patriotique* que nous avions cru défunte. Les quelques mois qu'il a passés au Maroc n'ont vraisemblablement pas fait perdre au Dictateur l'habitude qu'il a de prendre ses rêves pour des réalités. Il n'a pas davantage perdu celle de commettre des gaffes. On se souvient que l'*Union Patriotique* devait absorber, dans sa pensée avouée, tous les anciens partis politiques espagnols, les fondre en un seul, et que ce parti national, après avoir éclipsé tous les autres, devait recevoir la mission de remettre l'Espagne dans l'ordre et la légalité la plus apparente. Primo de Rivera avait promis de lui confier sa succession. A qui voulait l'entendre, le Dictateur avait annoncé son projet de se démettre ainsi du poids de la tyrannie. Eh bien, à peine rentré du Maroc, légitimement fier de ses succès, le général dictateur a découvert son jeu :

« Il faut, a-t-il dit, que le programme établi par le directoire se réalise, soit par le directoire, soit par l'Union patriotique, ce qui est la même chose. »

Voilà l'aveu. Voici la menace : Primo parti, l'Union patriotique restera; et, l'Union, ce sera encore Primo. Quant au programme du Directoire... on sait comment il se réalise : par la fermeture des écoles, par le licenciement des professeurs, par l'exil des penseurs, par la ruine des cités riches, par le guet-apens et par l'exécution sommaire. C'est en Espagne, non en Mongolie, que ce programme a déjà été mis en voie d'exécution. Si M. Malvy désire que nous montrions de la sympathie à Primo de Rivera, que n'obtient-il de lui un autre programme et d'autres procédés de gouvernement? La tradition républicaine nous enseigne que la France doit se porter au secours des peuples opprimés, mais non qu'elle doive applaudir aux caprices des tyrans.

F. JEAN-DESTHIEUX.

La Catalogne à sa place

Nous parlons dans nos *Nouvelles de la Quinzaine*, des feuilles que les catalanistes faisaient circuler à Barcelone, à l'annonce des cérémonies projetées à l'occasion de la fête du roi. On sait que ces cérémonies ont été suspendues par les autorités mêmes qui les organisaient, de peur, sans doute, que les véritables sentiments du peuple ne se manifestassent plus bruyamment. Voici le texte d'une de ces feuilles où se reflète vraiment la pensée des Catalans :

Un gouvernement qui ne repose que sur la force des armes a tout de même besoin, pour faire valoir son autorité, d'une ombre d'acceptation populaire pouvant se manifester, à un moment donné, d'une façon publique. Sans ce peu d'acceptation, l'œuvre du gouvernement resterait étouffée et les détenteurs du pouvoir ne pourraient parler qu'au nom de la classe à laquelle ils appartiennent et qui, dans l'espèce, est une classe partout ailleurs bannie de la direction des affaires publiques. Une faible force d'opinion reste tout de même indispensable lorsque les actes de pareils gouvernements ont été heurtés. Est-il besoin de dresser le bilan détaillé de l'œuvre du Directoire militaire espagnol pour juger de ses actes? A l'heure actuelle, toute personne ayant fait ce bilan ne peut manquer de voir le déficit énorme produit au point de vue espagnol par l'incapacité honteuse de ces hommes qui, même dans leurs propres affaires, ont bruyamment échoué.

Il faut tout de même dresser ce bilan : des milliers d'hommes, sacrifiés à leur ineptie, en Afrique; des richesses du pays jetées dans une guerre inutile; la production catalane dans la situation la plus critique où jamais elle s'était trouvée, suite de traités de commerce où, dans une louche complexité, la faiblesse, et l'ignorance se sont mêlées pour ruiner les patrons et rendre aux ouvriers la vie impossible; les finances du pays troublées par une administration détestable, qui a produit un déficit extraordinaire, a produit une forte dépréciation de la monnaie dans le marché international; les banques encombrées de titres de la dette nationale; la justice avilie par la pression et les menaces; les téléphones de la péninsule et d'autres services publics aux mains des étrangers; des augmentations de

subventions accordées à de puissantes compagnies (celle accordée à la Transatlantique est de 9 à 40 millions); les attaques contre toutes les hiérarchies et toutes les institutions corporatives, aussi bien de culture, qu'agricoles et économiques.

Il n'est pas besoin de vous faire, Catalans, un rapport des faits pour vous prouver la haine et l'incompréhension rancuneuse qu'on éprouve à l'égard de la Catalogne; on a voulu lui enlever tout ce qui pouvait former un élément, si petit soit-il, de sa personnalité; on a voulu nous enlever notre glorieux drapeau et interdire l'usage de notre langue, les deux choses que nous avons toujours aimées le plus. Et pour le seul profit d'une caste, on veut que l'ancêtrement, le trouble et l'oppression continuent.

Pour assurer la durée de l'état actuel, il fallait feindre un sentiment d'adhésion envers les dirigeants : le roi et les militaires qui l'entourent. Le prétexte de cette fiction est, aujourd'hui, la personne du roi, qu'on présente comme la victime des accusations d'un romancier. Ce dernier, jusqu'à présent, avait été pour les Espagnols un écrivain éminent et peut-être il continuera à l'être, mais il est poursuivi à l'heure actuelle par l'Espagne pour avoir osé montrer au public la vie d'un personnage qui, ayant juré la constitution, et il constitutionnellement irresponsable, mais qui, ayant aujourd'hui rompu ce serment-là, possède, entre autres qualités, celle de parjure. On veut donc rétablir le prestige du souverain et affermir en même temps le Directoire, car pour eux, roi, patrie et Directoire sont une seule et même chose, une trinité sacrée et inviolable. Il est vrai que le grief fait à l'auguste personne aurait pu être effacé par un démenti aux affirmations catégoriques de Blasco Ibanez, signé de quelque autre nom estimé; on a préféré la voie la plus vilaine : dénigrer la personne qui avait écrit le pamphlet, et pour cela on a choisi un mercenaire de toutes les plaies morales et qui, pour faire honneur à son histoire, s'est mis au service des seuls qui pouvaient avoir encore besoin de lui. Aucun des anciens serviteurs de la monarchie n'a osé se mettre à côté du *Caballero Audaz* pour protester contre l'infamie. C'est qu'aucun homme honorable, civil ou ecclésiastique, ne peut appeler infamie la vérité.

Nous n'allons pas faire l'éloge de Blasco Ibanez.

Nous devons logiquement supposer, par ses antécédents politiques, qu'il sera, demain, l'un de ceux qui combattront la liberté collective au nom de la liberté individuelle et lutteront contre la liberté de la Catalogne au nom de celle des Espagnols; mais il faut toujours louer le geste désintéressé de l'homme qui a eu le courage de rendre un témoignage public sur ce que tout le monde savait et que personne n'osait dire. L'authenticité du rapport de Blasco a été confirmée par l'ambassadeur d'Espagne à Paris, M. Quinones de Leon, lequel, dans la nécessité d'entreprendre une contre-offensive pour parer le coup, se plaignait devant des amis intimes sur les difficultés de l'affaire, en s'exclamant : « Le pire du cas, c'est que tout ce que dit Blasco est vrai. »

Malheureusement pour le roi, il n'y a personne qui opposât d'autres affirmations aux affirmations de Blasco. On a voulu donner une grande publicité à la réfutation, en la vendant très bon marché dans les rues. Par contre, pourquoi a-t-on tant caché l'accusation ?

Il faut bien comprendre que si le roi ne peut pas s'appuyer sur le Directoire; si le Directoire ne peut pas s'appuyer sur la monarchie, et si le roi et le Directoire ne peuvent, tous les deux, s'appuyer sur l'armée, toute la structure d'à présent s'écroule. Comment donner, donc, la sensation de puissance capable d'éloigner pour un temps indéfini ce cauchemar : la perte des promotions, des rétributions extraordinaires, des croix avec pension, des extras de campagne, des postes civils, etc., et de tant d'autres sinécures que les classes moyennes et le prolétariat de l'armée ont maintenues et sur lesquelles cette armée établit toute sa force de gouvernement? On ne peut donner cette sensation que sous l'apparence d'une adhésion du pays, exprimée et maintenue par tous les ressorts dont dispose un gouvernement. Des pressions, des promesses, des menaces, des voyages gratuits; l'utilisation de fonds communaux et départementaux, des nominations, des promotions, etc.; tout a été mis à contribution pour réveiller et stimuler les gens, pour apeurer les esprits faibles, pour atteindre un nombre d'adhérents respectable par son chiffre, bien que méprisable par sa qualité.

C'est dans une situation aussi privilégiée, que se montrent avec impudeur tous les hommes déloyaux qui quittent leurs chefs lorsque les chefs ne commandent point; on voit alors tous ceux que l'on a chassés des partis politiques prouver leur immoralité; tous les hommes sans prestige qui n'ont pu résister au jugement de l'opinion publique, qui les avait mis de côté. Tous ceux-là sont à l'heure présente avec le gouvernement et avec le roi, reconnaissants de pouvoir enfin satisfaire leurs concupiscentes.

Nous n'aimons pas l'anecdote, mais il faut que Barcelone sache que la manifestation monarchiste sera payée par elle avec l'augmentation du pain, un sou par kilo. Voici les faits. Depuis longtemps les boulangers veulent cette augmentation. Dans leurs démarches persistantes, ils sont arrivés auprès même du capitaine général, M. Emilio Barrera. Cet homme hypocrite et faux homme politique, comprit qu'il pouvait exploiter leur demande et les invita à un deuxième entretien. Pendant ce temps, il avait préparé la chose et il les adressa à M. Mila y Camps, lequel, avec son cynisme coutumier, dit carrément aux boulangers : « Vous aurez ce que vous voudrez, mais vous amènerez mille hommes à la manifestation du 25. » Il ne leur débita pas toutes les phrases inventées par ceux qui parlent du livre de Blasco sans l'avoir lu; il savait qu'il s'agissait d'une affaire et il la traita commercialement.

Le lendemain, tout Barcelone le savait, car la proposition produisit une forte discussion parmi les boulangers. D'autres voulurent profiter de la situation, comme par exemple les laitiers, lesquels ont à résoudre le problème du transfert des vaches laitières au dehors de la ville; les laitiers offrirent d'amener 400 hommes à la manifestation, en échange de la suppression de l'ordre qui commande ledit transfert. Le gouverneur civil ayant publié la nouvelle de l'offre des laitiers d'assister à la manifestation, d'autres offres s'ensuivirent de la part de tous ceux qui ont des intérêts aux mains des autorités. De la sorte, on manifesta une grande tolérance, on a supprimé des amendes, on a oublié le règlement des musci-halls et des cabarets, on a permis le jeu, etc., etc.

C'est l'immoralité coutumière lorsque le gouvernement a besoin de fabriquer une opinion qui n'existe pas; ce sont les ressources constantes et invariables des politiciens espagnols qui n'ont même pas d'originalité à choisir les moyens nécessaires pour simuler l'adhésion du peuple. Il faut ajouter à cela ce que font les compagnies plus ou moins reliées aux pouvoirs publics : celle des tabacs force les débits de tabac à fermer pendant deux heures; le personnel des tramways est invité à chômer sous prétexte que le service est limité à cause de l'embarras des rues; le *servaten* même force ses gens à fermer, etc. Tout cela produit une démoralisation cent fois pire que l'exposition des vérités que l'on a fait à l'étranger.

Le plus grand scandale s'est produit, peut-être, chez les catholiques nationalistes du fait des dispositions de trois évêques qui exhortent les croyants à assister à la manifestation espagnoliste et monarchiste du 25 janvier.

L'un d'eux a éprouvé des doutes de conscience en constatant comment les autorités ecclésiastiques prétendent rendre incompatibles la foi catholique et l'idéal national catalan et même le régime républicain et démocratique, malgré que l'Eglise catholique ait toujours proclamé son indifférence pour les régimes politiques.

On ne doit pas toutefois s'inquiéter. Le Pontife de